



Le débat sur le mode de gestion de l'eau fait rage. Après le débat au Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF), une tribune dans Le Monde est parue à l'initiative de quelques socialistes qui tentent de résister au lobbying de certains de leurs camarades "émargeant" chez les majors, préconisant de continuer à confier la gestion de l'eau aux entreprises privées. Curieuse démarche socialiste... Le socialisme étant, je le rappelle, le système économique qui promeut "la socialisation des moyens de production". Que les temps sont flous...

Ce qui n'est pas flou, c'est l'orientation de la liste sur laquelle je suis candidat aux élections Régionales dont le 1er tour se déroule dimanche. Là, au moins, c'est clair. Notre liste s'engage à lutter contre toute marchandisation de l'eau. Nous apportons des propositions concrètes, qui marquent notre volonté d'en revenir à des gestions publiques directes en donnant un rôle aux Régions pour ce faire.

Ainsi, nous proposons que le Conseil Régional apporte un soutien financier, logistique et technique aux communes ou intercommunalités qui souhaiteraient passer à une gestion publique directe de l'eau. Nous voulons montrer ainsi que si nous dirigeons ce pays, nous prônerions un grand service public de l'eau. Nous proposons comme outil d'adopter une planification écologique régionale. C'est dans la programmation dans le temps, le débat public pour définir les grands objectifs et la réorientation de certains crédits que nous parviendrons à inverser le cours des choses en matière écologique. L'eau et sa maîtrise publique sont partie intégrantes de ce processus. Et l'eau est un parfait exemple que la question écologique se situe à la croisée du chemin de la question sociale.

Nous sommes donc résolument pour la gestion publique de l'eau. De nombreux élus locaux candidats sur nos listes ont d'ailleurs d'ores et déjà pris position pour que leurs collectivités respectives en viennent à ce mode de gestion. Ce choix n'est donc pas un simple vœu pieu

politique ou un engagement de circonstance pour une élection. J'ai moi-même commencé à travailler pour que la Communauté d'Agglomération que je préside gère de manière directe son eau, comme nous le faisons déjà pour l'assainissement.

Ce n'est pas qu'une question de principe. C'est bien sûr une question de principe, mais pas seulement. En ne faisant pas payer les premiers mètres cubes d'eau de chaque ménage par exemple, nous démontrerions que l'eau n'est pas une marchandise, mais un bien commun absolument nécessaire à la survie de l'Homme. 3 jours sans eau, et nous mourrons. C'est une réalité que tout le monde connaît, mais qu'il est bon de rappeler lorsque nous sommes confrontés à des factures impayées d'eau des ménages aux faibles revenus. L'eau est aujourd'hui traitée comme une marchandise répondant aux lois du marché : plus on consomme d'eau, moins elle est chère. Ceci est un non-sens écologique doublé d'une injustice sociale flagrante. La régie publique directe qui permet d'avoir la maîtrise de la tarification permettrait d'inverser ce non-sens. L'intérêt général doit absolument primer sur les intérêts privés pour une telle ressource. C'est vital.

{ddrfs}